



Le web de l'économie Vendredi 5 septembre 2008

Info & Secteurs > France > Actualité

FISCALITE - POLITIQUE SOCIALE -

RSA financé par les revenus du capital : réactions mitigées de la classe politique

[27/08/08 - 12H35] - Voir les commentaires publiés

Alors que ministre du Budget, Eric Woerth, a qualifié sur les ondes ce matin de "piste sérieuse" un financement du RSA par une taxation des revenus du capital, les premiers commentaires sont discordants, à l'UMP et au PS.

Le ministre du Budget, Eric Woerth, a qualifié ce mercredi de "piste sérieuse" un financement du revenu de solidarité active (RSA) par une taxation des revenus du capital, sans toutefois vouloir déflorer les annonces prévues jeudi par le président Sarkozy à Laval (Mayenne).

Interrogé par France Info sur une information des Echos selon laquelle le gouvernement prévoit de "mettre à contribution les revenus du patrimoine (dividendes, assurance-vie, etc.) et de placement (revenus fonciers...) via un nouveau prélèvement de 1%" qui rapporterait 1,4 milliard d'euros pour financer le RSA, le ministre a répondu "c'est une piste sérieuse". "Le président s'exprimera demain (jeudi) à Laval sur le RSA", a-t-il toutefois ajouté, refusant de donner plus de précisions sur le montage financier du dispositif défendu par le Commissaires aux Solidarités actives Martin Hirsch.

Le RSA vise à éviter une éventuelle perte de revenus aux bénéficiaires de minimas sociaux qui reprendraient un emploi peu rémunéré, en la compensant. C'est "un dispositif social nouveau très fort", a commenté M. Woerth en soulignant le double intérêt du RSA : "éviter les trappes à inactivité" pour les demandeurs d'emploi enkystés dans le chômage et lutter contre le phénomène deest un coût supplémentaire d'un peu plus de 1,5 milliard d'euros", a rappelé le ministre du Budget, "il faut donc des ressources supplémentaires", a-t-il insisté.

Une telle mesure de financement ne faisait toutefois pas l'unanimité ce matin. Alain Lambert, ancien ministre délégué au Budget et membre (UMP) de la commission des Finances du Sénat, s'est dit "dubitatif", car cela va "accroître les prélèvements". "Je suis dubitatif sur cette annonce", a réagi Alain Lambert (UMP). "Je suis surpris que nous accroissions les prélèvements pour pouvoir financer le RSA", a ajouté le sénateur UMP de l'Orne. Selon lui, le RSA est "une bonne mesure parce qu'elle vise à sortir les gens de l'assistance", mais "dans le montant considérable des dépenses sociales françaises, si nous avons fait le ménage, il est probable que nous aurions pu en interne trouver les ressources nécessaires pour le financer". "Augmenter les impôts sur le capital alors qu'on a baissé il y

a un an les droits de succession, j'ai besoin de quelques minutes pour comprendre", a ironisé l'ancien ministre délégué au Budget.

Dominique Paillé, porte-parole de l'UMP, a estimé quant à lui qu'un tel prélèvement serait "un bon moyen d'exprimer" la solidarité envers ceux "qui sont en difficulté". Il a souligné qu'avec cette mesure, de même qu'avec "le chèque transport", l'Etat entend "assurer la solidarité nationale, notamment dans les périodes où c'est, pour la population la moins nantie, le plus difficile".

Au PS, Jean-Louis Tourenne (PS), président du Conseil général d'Ille-et-Vilaine, a estimé dans un communiqué que taxer les revenus du capital pour financer le revenu de solidarité active (RSA) touchera les classes moyennes ainsi que des personnes modestes mais pas les riches. "Les classes moyennes seront touchées pour peu qu'elles aient placé quelque argent en prévision des accidents de la vie (décès, chômage...). Les personnes modestes (par exemple, les veuves d'agriculteurs en milieu rural), propriétaires de petits biens qu'elles louent seront taxées alors qu'elles ne sont généralement pas imposables", a critiqué M. Tourenne. "Le président (Nicolas Sarkozy) a fait voter, dans son paquet fiscal, un bouclier à 50%. Les plus riches ne seront donc pas concernés par la mesure envisagée" ajoute M. Tourenne, dont le département expérimente le RSA depuis janvier 2008.

Interrogé à ce propos sur RTL, François Hollande (PS) avait pour sa part réagi de façon positive à ces informations. "S'il doit y avoir des financements pour le RSA, qu'ils soient pris sur ceux qui ont le plus me paraît légitime" avait-il commenté plus tôt dans la matinée.

Expérimenté dans 34 départements, le RSA, qui remplacera le RMI et l'Allocation de Parent isolé (API) doit être examiné la semaine prochaine en Conseil des ministres et "en urgence" par le Parlement lors de la session extraordinaire qui s'ouvre le 22 septembre. Sa généralisation a fait l'objet de nombreux débats au sein du gouvernement en raison de son coût, au point que Martin Hirsch s'était publiquement inquiété fin juillet d'éventuels retards de son entrée en vigueur. (Source AFP)



Avec l'aimable autorisation le web de l'économie

Le gouvernement présente le RSA comme un investissement rentable

Martin Hirsch (à gauche) en compagnie de Nicolas Sarkozy. Le haut commissaire aux Solidarités actives juge que le Revenu de solidarité active (RSA) est "toujours un effort mais le jeu en vaut 10.000 fois la chandelle", à l'instar de plusieurs membres du gouvernement qui ont tenté de désamorcer la polémique sur son financement en présentant l'idée d'une nouvelle taxe sur les revenus du capital comme un investissement rentable. /Photo prise le 28 août 2008/REUTERS/Philippe Wojazer

Imprimez Réagissez Classez Le gouvernement tente de désamorcer la polémique sur le financement du Revenu de solidarité active en présentant l'idée d'une nouvelle taxe sur les revenus du capital comme un investissement rentable.

Les critiques se sont multipliées, notamment au sein de la majorité, pour dénoncer le choix du président Nicolas Sarkozy de financer le RSA via une surtaxe de 1,1 point appliquée à partir de 2009 sur les revenus du patrimoine et de placements.

"Toute la majorité est furieuse", assure, dans Libération, le sénateur UMP Alain Lambert.

Sa voix s'ajoute à celles d'autres élus de la majorité surpris, voire mécontents de l'apparition d'une nouvelle taxe alors que Nicolas Sarkozy avait promis de ne pas augmenter la fiscalité de l'épargne.

Aux yeux du président du conseil général de l'Orne, "le lien de confiance et d'espoir qui unissait les Français au président est gravement en danger".

Pour Bernard Accoyer, président UMP de l'Assemblée nationale, cette mesure "ne peut être que transitoire".

"C'est une solution qui était inévitable si on veut redonner les revenus au travail" mais "ce prélèvement il faut avoir dans l'idée qu'un jour il sera supprimé et que ce financement, il faudra qu'il soit fait autrement", a-t-il déclaré sur RMC.

Le débat parlementaire sur le RSA prévu fin septembre s'annonce donc houleux.

"LE JEU EN VAUT 10.000 FOIS LA CHANDELLE"

Pour contourner les critiques, plusieurs membres du gouvernement ont présenté le RSA comme un investissement intéressant.

"C'est toujours un effort mais le jeu en vaut 10.000 fois la chandelle" et "ce prélèvement les gens pourront le payer la tête haute", a déclaré sur RTL le créateur du RSA, le haut commissaire aux Solidarités actives Martin Hirsch.

Cette réforme, "mieux elle marchera, moins elle coûtera", a-t-il ajouté. "Au fur et à mesure, si le RSA marche, ça sera rentable. Le RSA, plus il marche, moins il coûte".

"Le RSA, ça n'est pas une dépense comme une autre, le RSA c'est un investissement", a aussi fait valoir Xavier Bertrand, le ministre du Travail, au micro de la radio BFM.

"A la clé, avec le RSA, ce sera aussi des économies, ce seront des salaires qui seront versés et donc de la richesse en plus pour tout le monde".

Xavier Bertrand a rappelé par ailleurs que le principe de l'offre raisonnable d'emploi s'appliquerait au RSA.

"Quelqu'un qui refuserait un emploi, et donc l'application du RSA, perdrait le bénéfice des prestations. C'est la même logique que l'offre raisonnable d'emploi", a-t-il expliqué.

Le secrétaire d'Etat au Tourisme, Hervé Novelli, a mis quant à lui la balle dans le camp du Parlement.

"J'ai senti qu'il y avait un débat sur le financement. Ce n'est pas par masochisme que l'on décide de lever une petite taxe supplémentaire", a-t-il dit sur France Inter

"Le financement pose débat, ce débat aura lieu au Parlement je m'en réjouis", a-t-il ajouté.

"Pas fondamentalement inquiet" sur l'issue du vote, Martin Hirsch s'est dit confiant dans les chances du texte d'être adopté "par une majorité la plus large possible", et il a dit compter sur les voix des élus socialistes.

Elizabeth Pineau, édité par Marc Joanny

Avec l'aimable autorisation **Le Point.fr**

Economie / France

The Associated Press - 28/08/08 à 14:40:20 - 707 mots

Economie/Social

Nicolas Sarkozy juge "normale" la nouvelle taxe finançant le RSA

"Il est normal, dans un effort de solidarité, que chacun contribue à sortir trois millions de nos compatriotes de la pauvreté." Annonçant, jeudi en Mayenne, la généralisation du revenu de solidarité active (RSA) Nicolas Sarkozy a justifié la création d'une nouvelle taxe sur le capital, qui suscite déjà quelques critiques dans la majorité.

Le RSA remplacera à partir du 1er juillet 2009 le RMI (revenu minimum d'insertion) et l'allocation de parent isolé (API) pour quelque 3,7 millions de ménages. Afin d'inciter les bénéficiaires à retrouver un emploi, ceux-ci pourront continuer à percevoir, en plus de leur salaire, une large part de leur ancienne allocation (correspondant à 62% du salaire, jusqu'au niveau du SMIC).

Le surcoût par rapport au système actuel, estimé à 1,5 milliard d'euros, sera supporté par les finances de l'Etat grâce à une surtaxe de 1,1% sur tous les revenus du capital, y compris les très populaires assurances-vie ou les placement en bourse, mais à l'exception des livrets et des revenus obligataires.

"Depuis plusieurs années, les salaires progressent beaucoup moins vite que les revenus du capital (...) On explique aux salariés de tant d'entreprises qu'il n'y a pas de quoi augmenter les salaires en bas et (...) au même moment, on augmente la distribution des actions et les dividendes en haut", a observé le président de la République au cours d'un discours à Changé (Mayenne).

A partir de ce constat, "il n'est pas anormal que les revenus du capital soient mis à contribution pour revaloriser le travail des plus démunis. S'il y a de l'argent pour le haut, il doit aussi y avoir de l'argent pour le bas, pour soutenir le revenu de ceux qui font l'effort de se lever chaque matin", a jugé le "président du pouvoir d'achat".

Celui qui s'était engagé à baisser de quatre points les prélèvements obligatoires en dix ans a aussi rappelé avoir déjà "beaucoup fait" en matière de baisses d'impôts, citant notamment la suppression des droits de succession ou le bouclier fiscal.

Si personne dans la majorité ne critique la philosophie du RSA, plusieurs voix se sont élevées pour contester la création d'un nouvel impôt. L'ancien ministre délégué au Budget Alain Lambert (UMP) a ainsi évoqué une "mauvaise voie". Le patronat affiche aussi sa désapprobation, mais pas la gauche, qui avait affiché son opposition à une réduction de la prime pour l'emploi.

"Il n'y a pas de grosses critiques", a minimisé Nicolas Sarkozy, jugeant le débat "tout à fait normal". Même s'il a laissé la porte ouverte à plusieurs aménagements de détail au cours de la discussion parlementaire qui commencera le 22 septembre, il a mis en garde la majorité contre le risque de se "caricaturer" si elle paraissait rejeter une mesure destinée à combattre l'exclusion.

Expliquant à la droite cette mesure venue de la gauche, tout comme son initiateur, le Haut commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté Martin Hirsch, Nicolas Sarkozy a juré qu'il ne "mettrait pas un centime pour favoriser l'assistanat". "Tout l'argent que nous allons mettre sur le RSA, il est pour le travail", a-t-il assuré, et "ce ne sont pas les déficits qui financeront la réforme".

Le but du nouveau système est double, a expliqué le chef de l'Etat: aider les bénéficiaires des minima sociaux à retrouver le chemin de l'emploi en mettant fin à la "situation scandaleuse" qui fait que certains perdent de l'argent en acceptant un emploi, et donner un coup de pouce aux travailleurs pauvres. L'ambition est de "faire du travail la voie de sortie de la pauvreté" et de sortir de la pauvreté environ 1,5 million de Français, a-t-il insisté.

Fidèle aux valeurs de la droite, il a par ailleurs insisté sur les devoirs seront imposés aux allocataires, qui bénéficieront d'un suivi personnalisé pour revenir à l'emploi, mais devront aussi rendre des comptes. "Ceux qui refuseront deux offres d'emploi ou deux formations seront pénalisés (et) ne toucheront plus le RSA", a-t-il averti. AP

lp/cov/mw

Avec l'aimable autorisation

LaTribune.fr

Olivier Auguste

28/08/2008 | Mise à jour : 12:17 | Commentaires 395 .

Le revenu de solidarité active sera généralisé dans les délais souhaités par Martin Hirsch. Crédits photo : AFP

Un prélèvement supplémentaire de 1,1 % sera appliqué sur les revenus du capital, pour le financement du revenu de solidarité active.

Une décision ultrapolitique de Nicolas Sarkozy. Et une franche victoire pour Martin Hirsch. Le revenu de solidarité active (RSA), raison même de la présence du haut-commissaire au gouvernement, sera généralisé dès le milieu de l'année prochaine. En plus des sommes allouées aux dispositifs qu'il remplacera (RMI, allocation parent isolé, intéressement provisoire au retour à l'emploi, prime de 1 000 euros après quatre mois de travail), l'État y consacrera 1,5 milliard d'euros en année pleine. Soit un total de 9 milliards. Cette enveloppe permettra à l'allocataire qui gagne 100 euros en prenant ou reprenant un travail, de conserver 62 euros de son aide sociale. Le chef de l'État fera ces annonces à midi, en Mayenne, l'un des trente-quatre départements qui testent le RSA.

Ancien président d'Emmaüs, figure parmi les plus symboliques de l'ouverture vers la gauche voulue par Nicolas Sarkozy lors de son installation à l'Élysée, Martin Hirsch peut donc se réjouir d'avoir obtenu gain de cause. Certes, il comptait aussi récupérer 400 millions à 1,1 milliard sur la prime pour l'emploi pour parvenir à un barème plus généreux. Ce sera finalement 300 à 400 millions environ. Mais son «bébé» verra le jour dès le 1er juillet 2009, alors que Bercy avait tenté de le reporter à la fin de 2009, pour en limiter le coût au moins dans le prochain budget. Et le président de la République lui avait promis 1 milliard à 1,5 milliard en cadeau de naissance : il touchera 1,5 milliard.

«Mesure socialo-communiste»

La vraie surprise vient de la source de financement. Comme l'ont révélé Les Échos, la somme proviendra en effet d'un prélèvement supplémentaire de 1,1 % sur les revenus du capital, applicable dès 2009. Un choix qui, de toute évidence, s'est fait sur des critères au moins autant politiques qu'économiques. Le président coupe ainsi l'herbe sous le pied des socialistes qui, depuis plusieurs mois, rodent un discours sur le thème : «les pauvres vont payer pour les très pauvres». François Hollande a reconnu mercredi qu'il y avait une «légitimité à financer les revenus des plus modestes par une contribution des plus riches», même si, dans son parti, certains notent que le bouclier fiscal atténuera un peu ce transfert. Jean-Marc Ayrault, patron des députés PS, voit dans la mesure une

façon de rectifier le tir, après «l'erreur du paquet fiscal», mais se dit prêt à la «soutenir». Président du conseil général du Gers, où il teste lui aussi le RSA, le fabiusien Philippe Martin est encore plus clair : «Dans ces conditions-là, c'est une bonne -chose.»

Avec ce «coup», Nicolas -Sarkozy contraint donc la gauche à l'approbation. Mais au risque de désarçonner, voire de révolter sa majorité et son électorat. «Le débat parlementaire va être intéressant à suivre», glisse, dans un splendide euphémisme, un responsable ministériel. Un autre, après avoir fait mine d'approuver le principe du RSA, peste contre «une mesure socialo-communiste qui tombe au plus mauvais moment dans le contexte budgétaire». Si Pierre Méhaignerie, ardent défenseur de la PPE qui sera à peine égratignée, est «satisfait» et invoque la «justice fiscale», le sénateur Alain Lambert, ancien ministre du Budget, se dit «dubitatif». Franc-tireur habituel de l'UMP, Hervé Mariton, député de la Drôme, lance : «Moi, je n'ai pas été élu pour créer des impôts nouveaux. J'ai été élu avec, entre autres, un engagement clair de ne pas augmenter les prélèvements obligatoires !»

À Bercy, on se console avec le sentiment que l'Élysée a choisi entre deux maux, le moindre. Certes, Christine Lagarde (Économie), Laurent Wauquiez (Emploi) et Éric Woerth (Budget) auraient préféré éviter d'augmenter les prélèvements obligatoires, surtout en plein ralentissement de la croissance. Mais pour ce dernier, le pire aurait été une mesure sans financement précis, qui serait venue creuser un peu plus le déficit budgétaire. Les entreprises, fait encore remarquer un conseiller, ont échappé à la baisse des allègements de charge, un temps évoquée.

3,7 millions de ménages concernés

Soutenu par les associations de lutte contre l'exclusion comme ATD Quart Monde ou la Fnars, l'Élysée balaie les critiques d'un revers de main : «Il n'y a pas de retournement de la politique sur les prélèvements obligatoires, il y a une mesure historique de lutte contre la pauvreté, financée par une contribution spécifique.» Et d'assumer : «La rentrée sera axée sur les plus démunis.» Pour l'entourage du président de la République, le RSA, qui devrait bénéficier à 3,7 millions de ménages, représente en matière sociale un «effort financier sans équivalent depuis la CMU». Sa mise en place permettra, selon les estimations de l'Élysée, de réduire instantanément de 0,9 à 1 point (700 000 personnes en moins) le taux de Français vivant sous le seuil de pauvreté, actuellement à 12 %. Sans compter ceux que le dispositif poussera vers l'emploi.



Avec l'aimable autorisation

Partager:

"Je veux la rupture avec ce conformisme intellectuel qui nous oblige à penser que l'économie et le social sont antinomiques. La question sociale n'est ni de droite, ni de gauche. Je veux sortir par le haut des faux débats et dépasser les anciennes oppositions." C'est en ces termes que Nicolas Sarkozy devait répondre, jeudi 28 août lors d'un déplacement à Laval (Mayenne), à la polémique sur le financement du Revenu de solidarité active (RSA).

En décidant de créer une surtaxe de 1,1 point sur les revenus du patrimoine et de placements pour favoriser le retour à l'emploi des exclus et améliorer le sort des travailleurs pauvres, le chef de l'Etat a certes donné des gages à la gauche mais il a pris à revers l'aile libérale de sa majorité et fortement irrité le patronat.

Dans les rangs de l'UMP, le sénateur de l'Orne Alain Lambert s'avoue "surpris". "Il y a un an, on nous a expliqué que le capital était trop taxé et on a baissé les droits de succession. Pour quoi ce qui était vrai il y a un an ne le serait-il plus aujourd'hui ?", s'interroge l'ancien ministre délégué au budget.

Hervé Mariton, député (UMP) de la Drôme, s'avoue de son côté dérouter : "Créer des impôts nouveaux, je n'ai pas compris que c'était dans le programme de l'UMP, souligne-t-il. Si à chaque fois qu'on a une bonne idée - et le RSA en est une -, on crée un impôt nouveau, on n'est pas sorti de l'auberge." Ce à quoi le chef de l'Etat devait rétorquer : "Dans un contexte où, depuis plusieurs années, les salaires progressent beaucoup moins vite que les revenus du capital, il n'est pas anormal que les revenus du capital soient mis à contribution pour revaloriser le travail des plus démunis. S'il y a de l'argent pour le haut, il doit aussi y avoir de l'argent pour le bas."

"JUSTICE FISCALE"

Ce message, les responsables de l'UMP devaient s'employer à le relayer tout au long de la journée. Dès mercredi, Frédéric Lefebvre, l'un de ses trois porte-parole, se félicitait d'une décision destinée "à répartir le pouvoir d'achat de manière plus juste." Et Pierre Méhaignerie, président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, jugeait le mode de financement légitime : "On a toujours demandé plus de justice fiscale, on ne va pas se plaindre."

La gauche, elle, est prise à revers. "Il y a quand même plus de légitimité à financer les revenus des plus modestes par une contribution des plus riches", a reconnu François Hollande, premier secrétaire du PS, mercredi sur RTL. Pour Philippe Martin, président (PS) du conseil général du Gers, département ayant participé à l'expérimentation du RSA, c'est "une bonne chose".

Le président du groupe PS de l'Assemblée nationale, Jean-Marc Ayrault, laisse entendre que les socialistes sont "prêts à soutenir" ce projet en y mettant toutefois plusieurs "conditions", dont la garantie d'une compensation intégrale aux collectivités locales.

C'est en réalité dans les rangs patronaux que les réactions sont les plus vives. Lors d'une rencontre improvisée avec la presse, en marge de l'université d'été du Medef, Laurence Parisot, présidente de l'organisation patronale, a dénoncé mercredi "cette manie des gouvernements de droite comme de gauche qui consiste à créer des taxes en plus, sans que cela donne de bons résultats". "Tout le monde ne peut qu'être favorable au RSA, a-t-elle convenu, mais ce n'est pas un bon principe que de le financer par une taxe supplémentaire. La priorité est de tout faire pour obtenir la meilleure croissance possible. Peut-on le faire en augmentant les prélèvements obligatoires ?"

Les institutions financières expriment aussi leur inquiétude. "Dans un marché morose, la fiscalisation des sources d'épargne n'est pas une bonne chose", estime Jean-Luc de Boissieu, président du Gema, syndicat professionnel de groupes et mutuelles d'assurance. La Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA) regrette que cette annonce "intervienne dans une conjoncture fragile" et veut une "concertation". Du côté des épargnants, Didier Cornardeau, président de l'Association des petits porteurs actifs (Appac), juge que taxer les dividendes aura pour effet d'encourager les petits actionnaires à "sortir de la Bourse".

Michel Delberghe, Christophe Jakubyszyn (à Laval) et Patrick Roger

Article paru dans l'édition du 29.08.08.

Avec l'aimable autorisation **Le Monde.fr**

